



# Secrétariat de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs

# Newsletter

Numéro 1, Octobre 2022



## Retraite des Coordinateurs Nationaux de la CIRGL

Les coordinateurs nationaux des Etats membres de la CIRGL se sont réunis à Bujumbura, du 11 au 13 mai 2022, lors d'une retraite organisée par le Secrétariat de la CIRGL pour finaliser le projet de plan stratégique de la CIRGL pour 2022-2026. Ce projet de plan stratégique avait été présenté pour délibération lors de la réunion des coordinateurs nationaux qui s'est tenue en décembre 2021 à Luanda, en République d'Angola.

La planification stratégique a impliqué des exercices de groupe et des discussions, y compris une analyse SWOT et une hiérarchisation des priorités. A la fin de la session, les participants ont développé la vision pour les 5 prochaines années qui est "Une région sûre, stable, pacifique et développée pour tous" tandis que la Mission est "Promouvoir et sauvegarder la sécurité, la stabilité, la paix et le développement durables dans la région des Grands Lacs en créant un ensemble de mécanismes et de programmes nationaux qui complètent l'agenda de l'UA pour 2063 et

Retraite des Coordinateurs Nationaux de la CIRGL

[Page 1-2](#)

Visite du Secrétaire Exécutif à la République du Soudan

[Page 2](#)

Force du partenariat : Unir les forces pour lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs

[Page 3](#)

Le secrétariat de la CIRGL reçoit le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine

[Page 4](#)

Femmes, Paix et Sécurité dans la Région des Grands Lacs

[Page 5](#)

Eléctions pacifiques dans la Région des Grands Lacs : Kenya & Angola

[Page 6-7](#)

Analyse par empreintes digitales : clé de la gouvernance minière

[Page 8](#)

Forte demande d'audits tierce partie dans la région

[Page 9](#)

3ème Assemblée Générale du Forum Régional des Femmes : Catalyser l'implication des femmes dans la région

[Page 10](#)

Table ronde conjointe sur la paix et la sécurité

[Page 12](#)

Le Kenya signe un "accord de pays hôte" visant à renforcer la participation significative de la jeunesse

[Page 11](#)





## Retraite des Coordinateurs Nationaux (Suite)

Ils ont également identifié les domaines prioritaires qui guideraient les activités de l'organisation dans les domaines suivants : paix et sécurité, démocratie et bonne gouvernance, développement économique et intégration régionale, genre, femmes et enfants et renforcement des capacités organisationnelles du secrétariat de la Conférence. Le projet final sera soumis à la prochaine réunion du Comité interministériel régional (RIMC) pour examen.



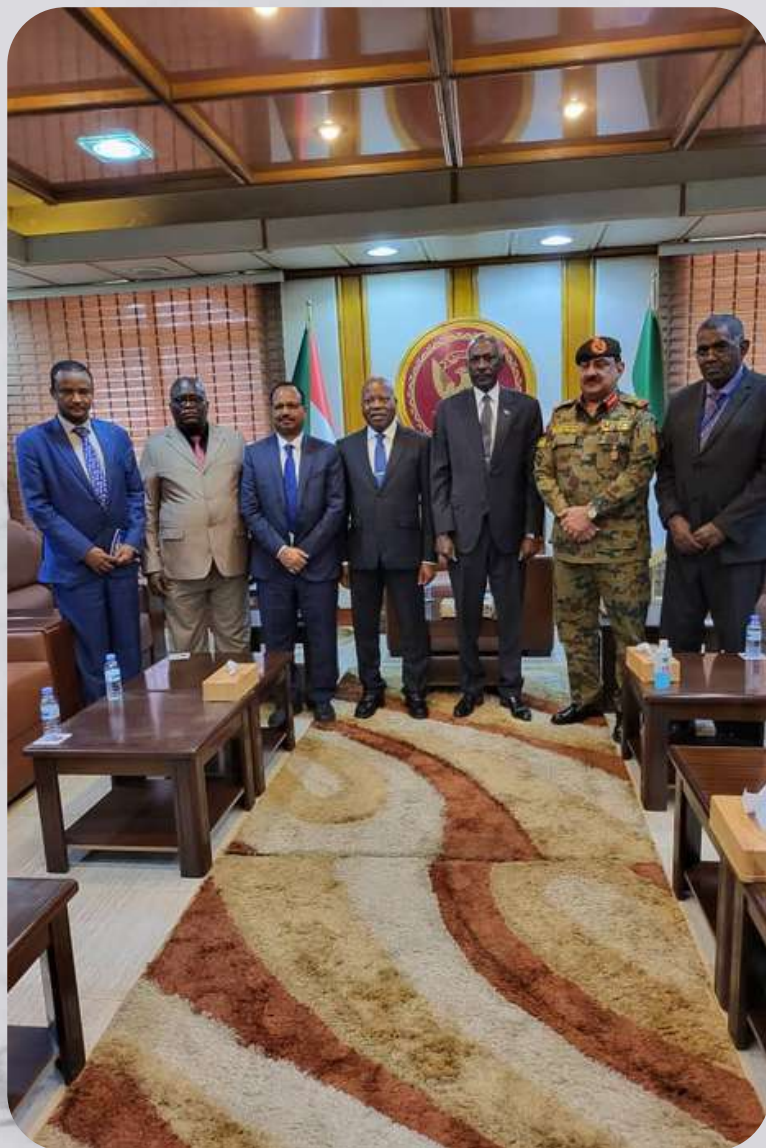
"Cette retraite donne aux participants l'occasion de réfléchir et de discuter des atouts et des défis de la CIRGL dans la région, pour le bien de ses habitants."

Amb. Bernard Ntahiraja  
Coordinateur National Burundi



Réunion du secrétaire exécutif de la CIRGL avec le ministre en charge des minerais

## Visite du Secrétaire Exécutif à la République du Soudan

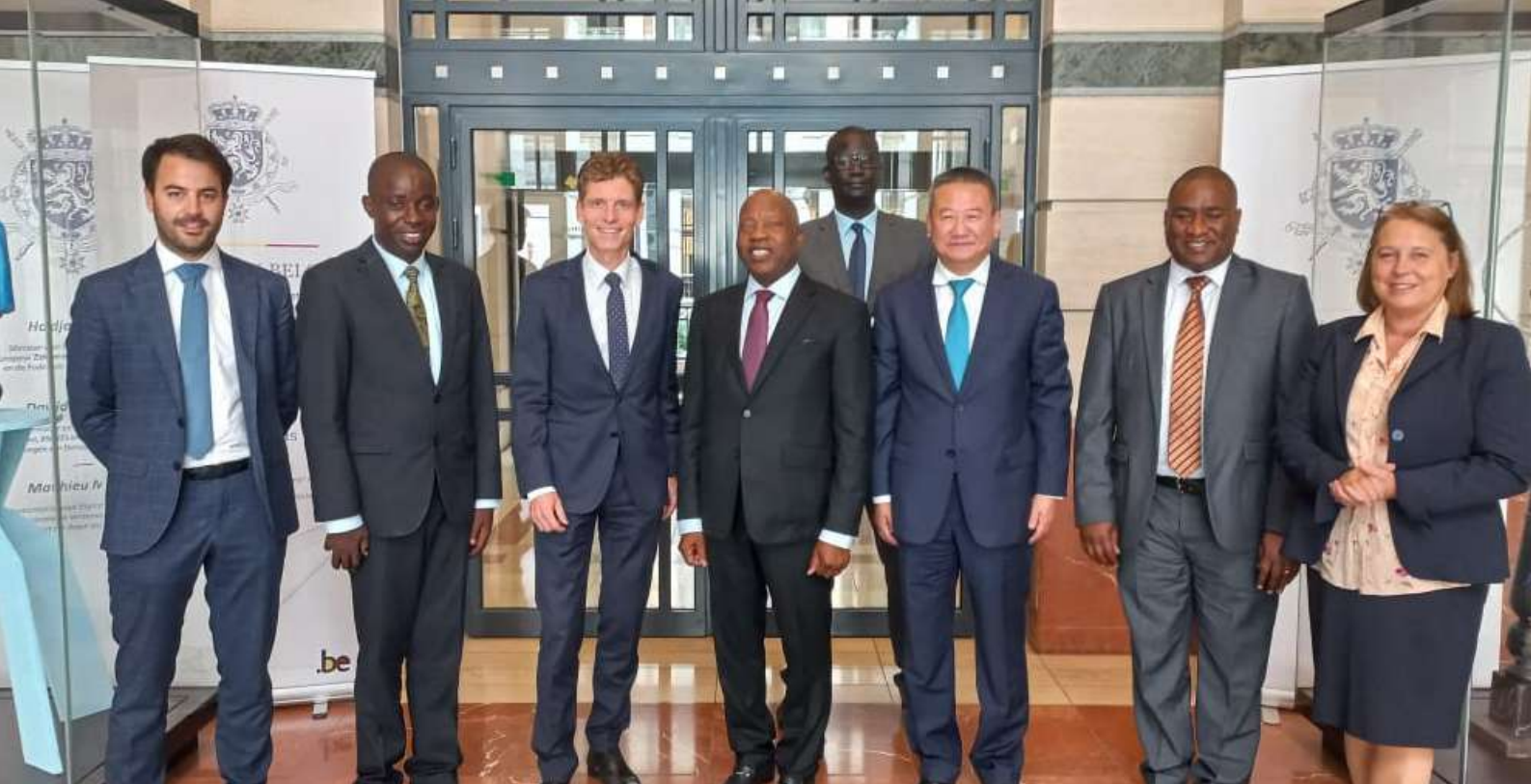


Le Secrétaire exécutif était en visite officielle en République du Soudan du 31 juillet au 2 août 2022. Il s'est entretenu avec le président du Conseil souverain et commandant en chef des forces armées soudanaises, le lieutenant général Abdel Fattah al-Burhan.

Le Secrétaire exécutif a également été reçu par les Ministères des Affaires étrangères, des Finances, de la Défense, des Mines et des Services de renseignements généraux du Soudan.

Les discussions avec les autorités du pays ont porté sur la situation politique et sécuritaire générale au Soudan ainsi que sur la prochaine présidence de la CIRGL, que le Soudan devrait prendre lors du prochain sommet des Chefs d'État et de gouvernement. Le gouvernement du Soudan et le Secrétariat de la Conférence ont convenu d'une feuille de route sur cette hypothèse.





## FORCE DU PARTENARIAT : UNIR LES FORCES POUR LUTTER CONTRE L'EXPLOITATION ILLÉGALE DES RESSOURCES NATURELLES DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS

Le Secrétaire Exécutif de la CIRGL, l'Ambassadeur João Samuel Caholo, et l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs, l'Ambassadeur Huang Xia, ont effectué une mission conjointe en Belgique et en France du 5 au 9 septembre 2022 afin de solliciter un soutien accru des institutions européennes partenaires, en Belgique et en France, pour une meilleure mise en œuvre de l'Initiative régionale de la CIRGL contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (RINR), et des recommandations de l'Atelier régional de haut niveau de Khartoum sur les ressources naturelles.

La mission conjointe auprès de l'UE et de l'OCDE a été un succès, toutes les institutions s'engageant à travailler pour renforcer le partenariat et le soutien.

Les parties prenantes européennes ont appelé à renforcer l'appropriation politique du RINR par les États membres de la CIRGL. En outre, elles ont appelé à des missions conjointes de haut niveau similaires dans les différentes capitales des 12 États membres afin d'obtenir un engagement politique renouvelé pour la mise en œuvre du RINR et des recommandations de l'atelier de Khartoum.

Bien que la mission conjointe de la CIRGL et de l'OSESG-GL en Belgique et en France ait obtenu de nombreux résultats tant au niveau politique que technique, son succès dépend du suivi systématique et de la mise en œuvre des engagements et des accords pris lors des réunions tenues avec les différentes parties prenantes.

### Résultats concrets

- ✓ L'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS) et la CIRGL ont décidé de signer un protocole d'accord.
- ✓ L'initiative Team Europe élabore actuellement un plan stratégique pour le soutien à la certification des minéraux, à la traçabilité, aux droits de l'homme, aux systèmes nationaux de chaîne de possession, en particulier pour l'or, et au commerce transfrontalier des minéraux dans la région des Grands Lacs. Le plan stratégique devrait être finalisé avant la fin de l'année 2022.
- ✓ L'EBCAM s'est montrée ouverte à un partenariat formel qui pourrait se concrétiser par la signature d'un protocole d'accord avec la CIRGL, lequel pourrait fournir un cadre permettant aux investisseurs européens de s'engager auprès des différents États membres de la CIRGL sous la coordination de l'EBCAM et de la CIRGL.
- ✓ La délégation française s'est engagée à travailler en synergie avec les autres États membres de l'UE et a promis de contacter l'UE pour déterminer la mise en œuvre des résultats de la réunion avec la délégation conjointe, notamment le plan stratégique de l'initiative Team Europe.
- ✓ Le secrétaire général de l'OCDE a fait part de l'ouverture de l'OCDE à la révision du protocole d'accord actuel entre la CIRGL et l'OCDE, si nécessaire, afin de faire passer le partenariat à une nouvelle étape.
- ✓ Les deux responsables ont été invités à participer au prochain Forum sur les chaînes d'approvisionnement minérales responsables, prévu en avril 2023 au siège de l'OCDE à Paris.

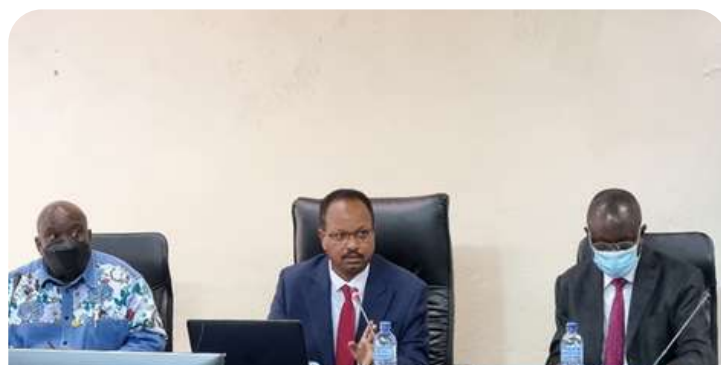
# Le secrétariat de la CIRGL reçoit le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine

Le Secrétariat de la Conférence, dirigé par le Secrétaire exécutif adjoint (DES), Amb. Yasir Ibrahim Ali Mohammed, a reçu une délégation du Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine (CPS) le 21 juin 2022. La délégation était conduite par S.E. l'Ambassadeur Daniel OWASSA, le Représentant permanent de la République du Congo auprès de l'UA, le Président du CPS pour juin 2022 et le Président du 5ème Panel des Sages de l'UA et ancien Président du Burundi, S.E. Domitien Ndayizeye. Elle comprenait également des représentants de la République du Burundi, de la République de Djibouti, de la République de Gambie, de la République du Ghana, du Royaume du Maroc, de la République de Namibie, de la République fédérale du Nigeria, de la République d'Afrique du Sud, de la République Unie de Tanzanie, de la République de Tunisie, de la République d'Ouganda et de la République du Zimbabwe.



Le Commandant du MCVE Col. Josee Rui Lourdes Miranda (3ème à gauche) et sa délégation pendant la réunion.

Le Secrétaire Exécutif Adjoint a également présenté certaines des activités récemment entreprises par le MCVE, notamment la convocation de la première réunion des chefs des services de renseignement militaire de la République du Burundi et de la République du Rwanda. D'autres activités comprennent le suivi de la situation sécuritaire dans la région, l'opérationnalisation du Groupe de contact et de coordination et la conduite de missions de vérification et d'enquête.



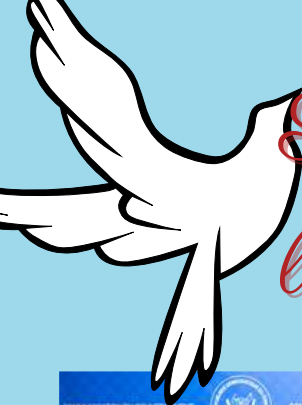
Le Secrétaire Exécutif Adjoint, Amb. Yasir Ibrahim Ali Mohammed (au centre), avec le Représentant permanent de la République du Congo auprès de l'UA et le Président du 5ème Panel des Sages de l'UA.

Étaient également présents à la réunion la Représentante spéciale du Président de l'UA en RDC, Mme Michelle Ndiaye, l'Ag. Chef de mission du Bureau de liaison de l'Union Africaine pour la Région des Grands Lacs, M. Gonzague Patrick Balagizi, l'équipe de gestion de la CIRGL et le commandant du Mécanisme conjoint de vérification élargi. Cette visite s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre du communiqué de la 1078ème réunion du CPSA, qui exprimait des inquiétudes quant à la situation sécuritaire dans la région des Grands Lacs, en particulier dans l'est de la RDC, et invitait le Conseil à interagir avec les différents acteurs de la région, tels que les États membres concernés, les organisations sous-régionales et internationales, en particulier la CIRGL et ses organes affiliés (notamment le MCVE, le Centre conjoint de fusion de renseignements (CCFR) et le Mécanisme conjoint de suivi (RFM) sur les Forces alliées démocratiques (ADF), ainsi que les Nations unies. La réunion a également été l'occasion d'identifier des actions concrètes qui seraient entreprises conjointement avec ces entités, à la fois à long et à court terme.

Au cours de la réunion, le DES a fait une présentation sur la CIRGL et son rôle dans la paix et la sécurité dans la région, en mettant l'accent sur le mécanisme conjoint de suivi régional (RFM), les programmes d'action et les activités de la CIRGL dans les domaines de la paix et de la sécurité et du développement économique, ainsi que sur l'élaboration et la mise en œuvre du mécanisme de certification régional (MCR).







# Femmes, Paix et Sécurité dans la Région des Grands Lacs



De gauche à droite :

Catherine Samba Panza, chef de la délégation, Gisèle Ndaya Luseba, ministre du Genre de la RDC, Sabine Ntakarutimana, présidente du FRF.

La mission était dirigée par S.E. Catherine Samba-Panza, ancienne présidente intérimaire de la République centrafricaine et coprésidente de FemWise-Africa, et par l'honorable Dr Sabine Ntakarutimana, présidente du Forum régional des femmes de la CIRGL.

Dans le cadre de la diplomatie préventive et de l'inclusion des femmes dans les processus politiques et de paix, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL - comprenant la Direction du genre, femmes et enfants et le Mécanisme conjoint de vérification élargi), le Réseau des femmes pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix (FemWise-Afrique - un organe de l'Union africaine), le Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, la MONUSCO, et ONU Femmes, en partenariat avec le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC), ont organisé une mission de plaidoyer à Kinshasa du 12 au 15 juillet 2022.

La mission a réaffirmé son engagement à contribuer aux efforts de plaidoyer pour une plus grande participation des femmes dans les processus politiques et de médiation en cours ; convaincue que la réalisation d'une paix durable passe par la mutualisation des efforts et l'implication effective des femmes dans le processus de dialogue et de médiation. La mission a conclu sa visite à Kinshasa, satisfaite des assurances qu'elle a reçues des autorités congolaises sur la promotion de l'inclusion des femmes dans les processus politiques et de paix.



Vue d'ensemble de la délégation



# ELECTIONS PACIFIQUES

## Dans la Région des Grands Lacs:

### Kenya & Angola



La mission d'observation au Kenya

Conformément au Pacte de la CIRGL sur la sécurité, la stabilité et le développement de la région des Grands Lacs adopté par les Chefs d'État et de gouvernement de la CIRGL et au Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance, la CIRGL a déployé deux missions d'observation électorale en République du Kenya et en République d'Angola lors des élections qui se sont tenues respectivement le 9 août et le 24 août 2022.

Ceci fait suite aux invitations faites à la CIRGL par les deux gouvernements. L'équipe kenyane était dirigée par S.E. Amb. Ismael Abraão Gaspar Martins, diplomate et ancien ministre des finances et du commerce extérieur de la République d'Angola.

## Activités pré électorales



Durant la période précédant les élections, l'équipe centrale dirigée par le directeur de programme démocratie et bonne gouvernance, le Dr Emmanuel M. Mali, et le directeur régional du Centre Levy Mwanawasa pour la démocratie et la bonne gouvernance (LMRC), le Dr Jean-Paul Kimonyo, ont rencontré diverses agences afin de mieux comprendre l'état de préparation des élections, l'inclusion de tous les groupes dans le processus électoral ainsi que la situation politique générale.

Le chef de mission adjoint était l'honorable Claude Nahayo, député de la République du Burundi. Le Secrétaire exécutif de la CIRGL, Amb. João Samuel Caholo et le Secrétaire général du Forum des Parlements de la CIRGL, Amb. Onyango Kakoba et l'ancien Vice-président de la République de Zambie, S.E. Enoch Kavindele faisaient également partie de la mission.

La mission d'observation en République d'Angola était dirigée par l'ambassadeur Professeur Charles Murigande, président du Conseil de gouvernance du Kepler College au Rwanda et ancien ministre des affaires étrangères, des affaires gouvernementales et de l'éducation de la République du Rwanda.

Le chef de mission adjoint était M. Chalain Betty Louke, membre du Parlement, Assemblée nationale de la République de l'Ouganda. S. E. Dr. Nevers Sekwila Mumba, ancien vice-président de la République de Zambie, faisait partie de la mission électorale de la CIRGL en Angola.

Les observateurs étaient issus des États membres de la CIRGL, le personnel du Secrétariat de la Conférence, le Centre régional Levy Mwanawasa pour la démocratie et la bonne gouvernance (LMRC) ainsi que le Forum des parlements de la CIRGL faisaient également partie de la mission d'observation.



"En tant que CIRGL, nous sommes heureux que cet outil ait trouvé sa place dans la région."

Dr Emmanuel Mali  
Directeur du Programme Démocratie et Bonne Gouvernance



# Formation sur l'observation des élections

Afin de mieux entreprendre l'observation des élections, les observateurs ont suivi une formation de deux jours animée par l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA). Les participants ont été formés sur une série de sujets, notamment les instruments internationaux et régionaux et les critères de référence pour l'observation des élections, le code de conduite des observateurs internationaux, l'exercice d'observation des élections, la raison d'être, les principes et la méthodologie, la collecte d'informations et le rapport des résultats pendant le jour de l'élection.



## Le saviez-vous ?

La mission d'observation électorale est un outil pour l'évaluation impartiale et indépendante du processus électoral et renforce les efforts visant à renforcer le processus et les institutions démocratiques et à garantir que les élections répondent aux normes internationales.

C'est un outil pour renforcer la culture démocratique dans la région et assurer l'inclusion dans le cycle électoral.

## Déclarations préliminaires



Après les élections dans les deux pays, les chefs de mission respectifs ont fait leurs déclarations préliminaires, soulignant principalement que les élections ont reflété la détermination inébranlable du gouvernement de la République du Kenya et du gouvernement de la République d'Angola à consolider la démocratie dans le respect des principales normes régionales et internationales en matière de conduite des élections, notamment le chapitre 3 du protocole de la CIRGL sur la démocratie et la bonne gouvernance.



# Analyses par empreintes digitales : Clé de la gouvernance minérale



Une équipe d'échantillonnage de l'AFP observe la première étape du traitement des minerais à la mine de Murehe, au Burundi.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la méthode ci-dessus, les campagnes d'échantillonnage AFP ont été menées au Burundi et en RDC sur les sites miniers produisant les minéraux 3T.

Les résultats de l'analyse des échantillons sont très utiles aux sociétés minières, car les résultats minéralogiques fournissent des informations sur la teneur en minéraux et autres minéraux ou métaux précieux. Pour les institutions en charge de l'exploitation minière, les résultats les informent sur les occurrences minérales dans les zones minières, ce qui les guidera dans la recherche et l'orientation des activités minières.

La méthode d'analyse par empreintes digitales (AFP) désigne une combinaison de techniques scientifiques utilisées pour vérifier si l'origine présumée des concentrés 3T (étain, colombite-tantalite et tungstène), telle que déclarée dans les documents d'accompagnement, est plausible ou non. Elle utilise les informations inhérentes aux concentrés par des analyses de laboratoire.

L'AFP est conçue comme une preuve d'origine facultative dans le cadre de la certification minérale ICGLR RINR des 3T et cherche à compléter les systèmes de chaîne de contrôle existants pour renforcer l'intégrité/la crédibilité de l'ensemble du système de certification. Les tests AFP visent à réduire les failles inhérentes aux systèmes de chaîne de contrôle au début de la chaîne d'approvisionnement, c'est-à-dire à empêcher les minéraux dont l'origine est faussement déclarée à l'entrée dans la chaîne d'approvisionnement.



Une équipe d'échantillonnage de l'AFP arpente la mine de Mpinga dans la province de Kirundo, au Burundi.





# Forte demande



## D'AUDITS Tierce partie dans la région

Le mécanisme régional de certification (MRC) de la CIRGL constitue un outil essentiel de l'initiative régionale de la CIRGL contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (RINR) et prévoit des audits triennaux obligatoires par des tiers (TPA) pour chaque exportateur de minéraux de la région, gérés par un comité d'audit tripartite. Les audits tierce partie sont essentiels pour maintenir la crédibilité du certificat de la CIRGL qui garantit des chaînes d'approvisionnement en minéraux responsables dans la région.



Les auditeurs tiers de la CIRGL visitent un tunnel minier au Rwanda.

**“ Les exportateurs de minéraux qui n'ont pas demandé un audit tierce partie de la CIRGL avant la fin du mois de juin 2022 ne peuvent plus prétendre à un certificat de la CIRGL. ”**



Visite d'une usine de transformation dans le cadre d'un audit tierce partie de la CIRGL.

Il y a donc eu une forte demande de TPA depuis lors. Par exemple, le Comité de vérification a reçu 20 demandes d'audit de la République démocratique du Congo (RDC). Ces demandes faisaient suite à une coordination réussie de 16 TPA au Rwanda et de 5 TPA au Burundi.

Les audits des exportateurs sont essentiels car ils servent de mécanisme de contrôle qui aide l'exportateur à démontrer que sa chaîne d'approvisionnement est conforme aux normes régionales et internationales.

Lors de sa 24e réunion, qui s'est tenue à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), le Comité régional de lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles a recommandé que "tous les exportateurs de 3TG restants doivent demander un audit tierce partie de la CIRGL avant la fin du mois de juin 2022" et que "les exportateurs qui n'auront pas déposé de demande avant juin 2022 ne pourront plus prétendre à un certificat de la CIRGL".





## 3ème Assemblée générale du Forum régional des femmes : Catalyser l'implication des femmes dans la région

La 3ème Assemblée générale du Forum régional des femmes de la CIRGL s'est tenue du 18 au 20 mai 2022. Plus de 40 femmes issues des 12 États membres de la CIRGL ont pris part à cette rencontre, à laquelle a participé la Première Dame de la République du Burundi, S.E. Angeline Ndayishimiye.

Étaient également présents la Ministre de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de l'Homme et du Genre, l'Honorable Imelde Sabushimike, le Secrétaire Exécutif de la CIRGL, l'Amb. João Samuel Caholo, des hauts fonctionnaires du Gouvernement et du Parlement du Burundi, ainsi que des représentants des organisations partenaires.



La Première Dame du Burundi, S.E. Angeline Ndayishimiye a rappelé que les conflits armés récurrents qui ravagent la région continuent d'affecter les femmes et les filles, et a exhorté les participants à identifier les meilleures stratégies à adopter afin d'établir une paix durable dans tous les pays de la Région des Grands Lacs et de permettre à toutes les femmes d'apporter leur contribution au développement de leurs familles, de leurs nations et de la sous-région.

Le Secrétaire exécutif de la CIRGL, l'Ambassadeur João Samuel Caholo, a réaffirmé la détermination de la CIRGL à faciliter le travail du Forum régional des femmes. Il a toutefois appelé les femmes membres de ce mécanisme à jouer efficacement leur rôle : "Il est souhaitable et dans l'intérêt de la région, que vous développiez un plan d'action avec des activités concrètes et pratiques pour vous permettre de promouvoir efficacement les droits des femmes, l'équité de genre et de renforcer la participation significative des femmes à tous les niveaux de prise de décision".

### DEFIS ET VOIE A SUIVRE

À l'issue de l'Assemblée générale, les participants ont convenu, entre autres, de travailler en étroite collaboration avec le Centre de Kampala sur les questions liées à la violence sexuelle et sexiste (VSBC), de renforcer la participation des femmes à la gouvernance minière et à l'autonomisation économique, de plaider pour l'éradication du travail des enfants, du recrutement et de l'implication des enfants dans les groupes armés et d'entreprendre des missions de solidarité pour la paix et la sécurité dans les États membres en conflit.



Les membres du bureau nouvellement élus du Forum régional des femmes de la CIRGL. Au milieu, l'honorable Dr. Sabine Ntakarutimana, la nouvelle présidente, entourée de ses 2 vice-présidents de l'Angola et du Congo et de 2 rapporteurs.

L'Assemblée générale a élu le nouveau Bureau et le Comité directeur lors des élections. L'honorable Sabine Ntakarutimana, de la République du Burundi, a été élue présidente du Forum régional des femmes. Ses deux vice-présidents sont de la République d'Angola et de la République du Sud Soudan, tandis que les deux rapporteurs du bureau sont de la République du Congo et de la République Unie de Tanzanie. Le comité directeur est composé de 12 membres, un de chaque État membre de la CIRGL.



## Le Kenya signe un "accord de pays hôte" visant à renforcer la participation significative de la jeunesse

Le 31 janvier 2022, à Nairobi, au Kenya, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et le gouvernement de la République du Kenya ont signé un accord de pays hôte pour le secrétariat du Forum régional de la jeunesse de la CIRGL. La CIRGL était représentée par l'ambassadeur João Samuel Caholo, secrétaire exécutif, tandis que l'ambassadeur Raychelle Omamo, SC, EGH, secrétaire du Cabinet pour les affaires étrangères, a signé l'accord au nom du gouvernement de la République du Kenya.



Cet accord garantit en outre que les jeunes ne sont pas seulement impliqués mais qu'ils participent activement à tous les processus politiques et à toutes les prises de décision qui les concernent et qui concernent la région dans son ensemble. Il renforcera également le rôle des jeunes dans la prévention et la résolution des conflits, de la violence et de l'extrémisme, ce qui est essentiel pour construire une paix et un développement durables pour tous les habitants de la région des Grands Lacs. En outre, il stimulera l'échange d'idées, la mise en réseau et les interactions entre les jeunes de la région et des États membres. Par-dessus tout, l'accord avec le pays hôte contribuera grandement à la réalisation du Pacte de sécurité, de stabilité et de développement signé en 2006 par les Chefs d'État de la région des Grands Lacs.



Le Secrétaire exécutif avec le Directeur des affaires juridiques, Amb. Joseph Vungo, après la cérémonie de signature.

L'accord avec le pays hôte intervient alors que l'ancien président de la République du Kenya, S.E. le président Uhuru Kenyatta, a offert d'accueillir le secrétariat du Forum régional de la jeunesse et de prendre en charge le coût initial de sa création lors du sommet spécial de la CIRGL qui s'est tenu à Nairobi le 24 juillet 2014.

Ainsi, l'accord prévoit une réglementation sur l'établissement et le fonctionnement du Forum régional de la jeunesse et ses relations avec la République du Kenya. Les Chefs d'État et de gouvernement de la CIRGL ont approuvé la création du Forum régional de la jeunesse pour défendre les intérêts des jeunes aux niveaux national, régional et mondial.



Le coordinateur national de la CIRGL de la République du Kenya, Amb. Nyambura Kamau présentant un cadeau au Secrétaire exécutif





# Table ronde conjointe sur la paix et la sécurité

Une table ronde régionale conjointe sur la paix et la sécurité s'est tenue à Bujumbura du 14 au 15 juin 2022. Elle a réuni une cinquantaine de participants composés de représentants des gouvernements du Burundi, du Rwanda, de l'Ouganda et de la RDC ; des différents organes de la CIRGL, des bailleurs de fonds, des ambassades et des agences de coopération, des agences des Nations unies, des partenaires de mise en œuvre et des organisations de la société civile.

L'objectif de cette réunion était de présenter les réalisations, les leçons apprises et les défis du "Projet régional sur la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs", avec un accent particulier sur l'éducation à la paix et la médiation interne.

Ce projet, qui soutient le programme paix et sécurité de la CIRGL, est cofinancé par l'Union Européenne, le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) et mis en œuvre par la GIZ et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs, par l'intermédiaire d'ONU Femmes, du PNUD et du FNUAP, avec le soutien de leurs organisations partenaires. Il a été mis en œuvre dans quatre pays pilotes : Rwanda, Burundi, Ouganda et RDC.

Dans son allocution de bienvenue, l'ambassadeur Bernard Ntahiraja, coordinateur national de la CIRGL pour le Burundi, a exprimé l'espoir que cette table ronde contribuera de manière significative à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la Région des Grands Lacs en abordant les défis et en évaluant les approches et les outils de consolidation de la paix.



"Les objectifs de la table ronde sont de fournir une occasion de construire des partenariats nationaux, régionaux et mondiaux entre les acteurs clés et d'identifier les domaines de bonnes pratiques qui pourraient être consolidés et étendus à d'autres États membres de la CIRGL. Cette table ronde entend également formuler des recommandations pour renforcer les approches et les outils de consolidation de la paix."



Le Secrétaire Exécutif Adjoint,  
Amb. Yasir Ibrahim Ali Mohammed



# Secrétariat de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) Newsletter

## Rédacteur en Chef

Amb. João Samuel Caholo  
Secrétaire Exécutif

## Secrétaires de rédaction

Mme Mildred Kinyaga Otunga, CIRGL  
Mme Fiona Irakoze, CIRGL

## Rédacteurs

Dr Emmanuel Mali, CIRGL  
Mr Jean Eudès Bisonga, CIRGL  
Mme Flaviana Charles Mayuta, CIRGL  
Dr Paul Otung, CIRGL  
Scholastica Mwau-Kuligha, CIRGL

## Maquette

CIRGL

## Editeur

Secrétariat de la Conférence  
Internationale sur la Région  
des Grands Lacs

## Photographie

CIRGL



[secretariat@icglr.org](mailto:secretariat@icglr.org)



[@icglr1](https://twitter.com/icglr1)



International Conference on  
The Great Lakes Region - ICGLR



[www.icglr.org](http://www.icglr.org)

